

programmes de formation de base et des fonds d'urgence pour les banques d'alimentation.

• (1040)

Il faut faire remarquer au crédit du ministre des Finances que, dans le budget qu'il a présenté environ un mois après que nous eûmes annoncé ce plan d'urgence, il a adopté deux de nos recommandations, celles qui avaient trait au logement. Comme il a dû s'en rendre compte, la réaction a été forte de la part du secteur du logement, une réaction qui impressionne même les plus optimistes d'entre nous qui préconisaient alors comme maintenant ces mesures en matière de logement.

Même si nous nous réjouissons de ces initiatives, nous devons dire qu'une stratégie bien claire axée sur la croissance économique faisait défaut dans l'ensemble du budget. Le ministre a lui-même admis dans son budget que la reprise serait «plutôt faible par rapport aux moyennes passées».

Maintenant que le budget est en application depuis un trimestre entier, nous nous demandons s'il prévoyait que la reprise serait aussi faible. Sinon, que va-t-il faire pour y remédier étant donné les chiffres encore plus sombres qui nous sont révélés de jour en jour?

Les résultats du gouvernement n'ont rien pour nous enthousiasmer quand il se mêle de faire des projections. Quand on examine le budget de 1989, celui de 1990, celui de 1991 ou celui de cette année encore une fois, on constate que pour ce qui est du produit intérieur brut, du taux d'inflation, de la réduction du déficit et du taux de chômage, ces ministres des Finances—le ministre actuel et son prédécesseur, l'actuel ministre du Commerce extérieur—ces deux hommes, dans quatre exposés budgétaires, soit ceux de 1989, 1990, 1991 et de l'année en cours, avaient peint l'avenir en rose, mais la réalité n'a pas répondu à leurs attentes.

En 1990, par exemple, lorsque le ministre des Finances avait prédit une croissance de 1,3 p. 100 du produit intérieur brut, il s'était trompé de beaucoup, car la croissance n'a été que d'environ un demi de un pour cent. D'autres chiffres pour ces quatre années donneraient un tableau similaire.

Je faisais là une analyse sommaire de la question. Voilà qui démontre en général pourquoi nous, de notre parti, ne pouvons pas accepter de donner encore une fois carte blanche au gouvernement actuel, étant donné ses résultats jusqu'ici.

Les considérations générales, que ce soit à la Chambre ou dans l'ensemble du pays, ne peuvent pas vraiment exprimer en elles-mêmes l'anxiété et la douleur huma-

ne qu'a suscitées dans le pays le leadership épouvantable du gouvernement actuel.

M. Boudria: Le manque de leadership.

M. Simmons: Pour lui donner un visage humain, voyons certaines des réalités qu'on observe dans une certaine partie du pays.

Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell parle de «manque de leadership». Mon collègue est généreux, comme d'habitude. S'il ne s'agissait que d'un manque de leadership, si seulement le gouvernement n'avait pas du tout dirigé le pays, nous ne serions pas aussi mal en point que maintenant. Je sais que cela part d'un bon sentiment chez lui, mais je ferai remarquer à mon collègue que non seulement il y a eu parfois manque de leadership, mais il y a eu aussi un leadership épouvantable dans une direction absolument erronée.

Nous en avons vu un exemple il y a quelque jours à peine lorsque le premier ministre s'est vanté d'avoir pris une mesure courageuse en ratifiant la convention sur la biodiversité et s'est donné des airs de héros parce qu'il s'était opposé aux États-Unis. La réalité, bien sûr, est quelque peu différente. M. Bush avait besoin d'un service.

Il avait besoin d'un coup de main. Il devait courtiser la droite, la clientèle de Ross Perot aux États-Unis. Il a pris son appareil et téléphoné à celui qui ne lui a jamais fait faux bond au cours des dernières années. Il lui a dit: «Monsieur le premier ministre, faites donc comme si vous me placiez dans une situation impossible. Chaque fois que vous lancez contre moi des attaques au sujet de la diversité biologique, je gagne des votes aux États-Unis.»

N'est-ce pas bien étrange que les deux déclarations, celle du président américain et celle de notre premier ministre, le premier disant qu'il n'allait pas signer l'accord sur la biodiversité et le deuxième qu'il allait le faire et mener la campagne en faveur de cet accord, aient été synchronisées à la minute près ou disons à quelques heures près?

Une voix: Coïncidence.

M. Simmons: C'est que tout avait été savamment orchestré de cette manière.

Nous avons déjà vu de quoi le premier ministre était capable. Qu'il jette les dés, dans les débats constitutionnels, ou qu'il se pavane sur la scène internationale, le scénario est toujours le même. Il s'agit toujours de leurrer le maximum de personnes.

Il se trouve que ceux qu'il essaie de leurrer ont été leurrés une fois de trop. Ils voient clair dans son jeu.

Permettez-moi de dire un mot sur certaines des personnes touchées. Je voudrais donner un visage humain au problème. J'ai l'honneur de représenter aux Communes